

Action Civile 237.

Déclaration N° 013/24 de la Société Civile Camerounaise sur les menaces inacceptables du Préfet du Mfoundi

Un Citoyen Camerounais ne peut être interdit de Séjour dans un département du Cameroun.

Nous, Leaders et Organisations de la société Civile du Cameroun, réunis au sein de la plate-forme Action Civile 237,

avons pris connaissance de l'arrêté du 16 juillet 2024, signé par M. Emmanuel Mariel DJIKNDENT, préfet du département du Mfoundi, et avons lu ses explications paru dans Cameroon Tribune ce 18 juillet 2024.

Pour fonder juridiquement sa décision, le Préfet, dans son arrêté énumère deux visas ; La Constitution et la loi n°90/054 du 19 décembre 1990, portant sur maintien de l'ordre.

Dans les dispositions de cet arrêté, on peut y lire ;

« Article 1 : Est susceptible d'être frappé d'une interdiction de séjour dans le département du MFOUNDI pour une durée déterminée, toute personne qui ;

- appelle au soulèvement contre les institutions de la République ;
- outrage dangereusement les Institutions ou celui qui les incarne (par tout moyen de communication suivi dans le département du MFOUNDI) entreprend des manœuvres pouvant entraîner de troubles graves à l'ordre public »

Action Civile 237

*Note que cet arrêté de M. le préfet du Mfoundi vise à soumettre les citoyens camerounais vivant ou exerçant dans le département du Mfoundi à des restrictions de liberté, notamment la liberté d'expression et la liberté de circulation notamment en menaçant d'Interdiction de séjour les citoyens d'interdiction de séjour.

*Note ensuite que dans son explication parue dans le Quotidien public « Cameroon Tribune », le Préfet maintient sa décision en soulignant qu'il s'agirait d'une mesure préventive.

- **Considérant** que le Cameroun s'affiche comme un état de droit, au regard de son adhésion à l'ensemble des instruments internationaux en matière de droits de l'homme, et surtout du préambule de la Constitution qui Constitutionnalise l'ensemble des libertés fondamentales des citoyens.
- **Considérant** que le Cameroun vit dans une situation délicate caractérisée par des joutes oratoires précédant l'élection présidentielle attendue en 2025.
- **Notant** que la sortie du préfet du Mfoundi fait suite à celle du Ministre de l'Administration Territoriale qui renforçait la polémique sur la posture de l'ordre gouvernant par rapport aux acteurs de la société civile, aux acteurs politiques et à l'ensemble du monde de la communication ;

- **Notant** que le préfet dans son arrêté prétend être investi des pouvoirs permettant, lorsqu'il le souhaite, d'interdire aux Camerounais le séjour dans un département particulier du Cameroun.
- **Constatant que**, dans son interview publiée dans le journal *Cameroon Tribune* du 18 juillet 2024 ; le préfet prétend que son acte a été pris dans une perspective de sensibilisation des citoyens,
- **Rappelant que** le Cameroun est un état unitaire et que tous les citoyens du Cameroun sont égaux partout où ils se trouvent sur le territoire national et disposent de la liberté fondamentale constitutionnelle d'aller et de venir partout sur les 58 départements que compte le pays ;
- **Considérant** qu'aucun texte de loi ne donne qualité à une autorité administrative de rang préfectoral à pouvoir interdire le séjour d'un citoyen Camerounais au Cameroun en dehors des périodes marquées par les « états d'urgence » ou état d'exception »
- **Considérant**, au regard des visas figurant sur l'arrêté du préfet, que de la loi N°90/054 sur le maintien de l'ordre est présentée comme la source, fondement juridique de son pouvoir en l'espèce ;
- **Rappelant** que l'article 2 de la loi suscitée donne compétence au préfet de « soumettre la circulation des personnes et des biens à des contrôles », mais ne donne nulle part la possibilité au préfet d'interdire éventuellement la résidence sur le territoire à un citoyen Camerounais.
- **Considérant** que les motifs évoqués par le Préfet du Mfoundi sont notamment l'outrage aux institutions d'une part et l'appel au soulèvement d'autre, part,
- **Rappelant** que ces délits/crimes ont déjà été prévus par le législateur dans le code pénal camerounais et qu'il ne revient aucunement au pouvoir exécutif, encore moins une autorité administrative, de s'immiscer dans le champ de compétence du pouvoir législatif.

Action Civile 237

- **Rappelle** que les élections à venir doivent être un moment de pacification des rapports sociaux.
- **Condamne** avec la dernière énergie cette tentative de restriction spacieuse de l'espace civique Camerounais.
- **Dénonce** cette posture récurrente à l'endroit des acteurs Camerounais pour lesquels la liberté d'expression consacrée par la Constitution et par les lois de 1990 est un acquis non négociable.
- **Demande** à M. le préfet du Mfoundi de rapporter cet acte réglementaire qui, à la limite, fait du Mfoundi une république dans la République,
- **Rappelle** à l'ensemble des autorités administratives du Cameroun que leur mission est de veiller au respect de la loi et non d'en créer des lois pour lesquelles elles vont demander une application ;
- **Soutient** avec fermeté la détermination des Camerounais qui se positionnent comme des acteurs prêts à défendre leur liberté sans faire la moindre concession, dès l'instant où ces libertés ont été chèrement acquises par des luttes ayant laissé sur le tapis des centaines d'autres Camerounais ;
- **Exige** du chef de l'État afin que, par sa position hiérarchique, il rappelle à l'ordre l'ensemble des autorités qui se donnent des libertés sur les lois de la République et sur les libertés des citoyens ;

- **Demande** au peuple camerounais de ne pas céder à la tentation tout en restant ferme sur sa souveraineté, en disant non à tout acte politico-administratif qui viserait à mettre en mal ses libertés acquises de haute lutte.
- **Réaffirme** sa détermination à œuvrer pour le respect des droits fondamentaux de citoyens et à combattre avec la dernière énergie toute tentative d'entrave, en temps de paix, aux libertés publiques chèrement acquises.

Fait au **Cameroun** le 19 juillet 2024

NB : Voir Version Anglaise en dessous

Ont signé

Pour Les leaders d'OSC

Ont Signé

N°	Représentant	Organisation
1.	Mme Maximilienne NGO MBE	Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC) Tel 653 40 28 18
2.	Dr Hilaire Kamga	Plate-Forme de la Société civile pour la Démocratie Tel 677 52 45 94
3.	M. Philippe NANGA	Un Monde Avenir Tel 677 61 10 07
4.	Dr Hugues POJUME	Les Amis du Droit (AAD)
5.	Mme Cyrille Rolande BECHON	Nouveaux Droits de l'Homme (NDH)
6.	M Joseph POUAGAM	GoodWill Cameroun
7.	M Arnaud DZOKOU TENE	FIPADHD (Fondation Internationale Pour la Paix, les Droits de l'Homme et le développement)
8.	M. Amadu TARNTEH	Africain Conscience NW LT
9.	M. Jean Claude FOGNO	Mandela Center International
10.	Mme Ideline WEGUEM	All WOMEN TOGETHER
11.	M. Jean Marc BIKOKO	Tournons La PAGE
12.	M. Walters TONTEH	Réseau National des Associations des Droits de l'Homme et de la Démocratie
13.	Mme Viviane GUIMEYA	PEACE BUS Association
14.	Mme Pauline KENMOGNE	Association des Femmes et Enfants
15.	M DZUALO Azemgue SIPA	Solidarity Association Cameroon
16.	M Raphael GAMINI FONOU	AFRIDED
17.	M Samuel MANGOUA	Solutions Cameroun
18.	M Innocent SILHAHE	DYNAMIQUE HANDI
19.	El Hadj Oumarou BABA	Association ADSAHEL
20.	M Fogue FOGUITO	POSITIVE GENERATION
21.	Me Gladys MBUYA	FIDA Cameroon
22.	M Hamadou HABIDOU	Association MESKINE WO'OTA
23.	M Flaubert DJATENG	ZENUT NETWORK
24.	M Charlie TCHIKANDA	Ligue des Droits et Libertés

Action Civile 237.

Declaration No. 013/24 of Cameroonian Civil Society on the unacceptable threats from the Senior Divisional Officer (SDO) for Mfoundi.

A Cameroonian Citizen cannot be prohibited from staying in a division of Cameroon.

We, Leaders and Organizations of Civil Society of Cameroon, united under the the platform Action Civile 237,

Have taken note of the Order of July 16, 2024, signed by Mr. Emmanuel Mariel DJIKNDENT, the Senior Divisional Officer for Mfoundi division, and have read his explanations published in Cameroon Tribune on July 18, 2024.

To provide legal basis for his decision, the Senior Divisional Officer, listed two visas; The Constitution and Law No. 90/054 of December 19, 1990, relating to the maintenance of public order.

In the provisions of this order, we can read;

“Article 1: Any person who;

- Calls for an uprising against the institutions of the Republic;

- Dangerously outrages the Institutions or the person who embodies them (by any means of communication followed in the MFOUNDI division) undertakes maneuvers that could lead to serious disturbance of public order.

Action Civile 237,

***Note** this Order of the Senior Divisional Officer (SDO) for Mfoundi aims to subject Cameroonian citizens living or working in Mfoundi division to restrictions of freedom, particularly freedom of expression and freedom of movement by threatening a ban on citizens from staying in the division.

***Then note** that in his explanation published on the daily newspaper “Cameroon Tribune”, the Senior Divisional Officer (SDO) maintains his decision, emphasizing that it would be a preventive measure.

- **Considering** that Cameroon presents itself as a State of law, in view of its adherence to all international instruments in the field of human rights, and especially the preamble of the Constitution which Constitutionalizes all the fundamental freedoms of citizens.
- **Considering** that Cameroon lives in a delicate situation characterized by oratory contests preceeding the presidential election expected in 2025.

- **Noting that** the outing of the Senior Divisional Officer follows that of the Minister of Territorial Administration which reinforced the controversy over the posture of the governing order in relation to civil society actors, political actors and the world as a whole of communication;
- **Noting that** the Senior Divisional Officer in his decision claims to be invested with the power permitting him, when he wishes, to prohibit Cameroonians from staying in a particular division of Cameroon.
- **Noting that**, on his interview published in the Cameroon Tribune newspaper on July 18, 2024; the Senior Divisional Officer claims that his act was taken with a view to raising citizen awareness,
- **Recalling that** Cameroon is a Unitary State and that all citizens of Cameroon are equal wherever they are on the national territory and have the fundamental Constitutional freedom to come and go anywhere in the 58 divisions that make up the country;
- **Considering that** no legal text gives the power to an administrative authority of prefectural rank to be able to prohibit the stay of a Cameroonian citizen in Cameroon except during the periods marked by “states of emergency” or states of exception”.
- **Considering**, with regard to the visas appearing in the Senior Divisional Officer's order, that Law No. 90/054 on the maintenance of public order is presented as the legal basis of his power in this case;
- **Recalling** that article 2 of the aforementioned law gives Senior Divisional Officers the power to “subject the movement of people and goods to controls”, but doesn't give them the possibility of prohibiting residence on the territory to a Cameroonian citizen.
- **Considering** that the reasons mentioned by the Senior Divisional Officer for Mfoundi are in particular contempt of institutions on the one hand and the call for uprising on the other hand,
- **Recalling** that these offenses have already been provided for by the legislator in the Cameroonian penal code and that it is not up to the executive power, even less an administrative authority, to interfere in the field of competence of the legislative power.

Action Civile 237,

- **Recall** that the upcoming elections must be a moment of pacification of social relations.
- Condemns with the utmost energy this attempt at specious restriction of Cameroonian civic space.
- Denounces this recurring posture towards Cameroonian actors for whom freedom of expression enshrined in the Constitution and the laws of 1990 is a non-negotiable achievement.

- Asks the Senior Divisional Officer for Mfoundi division to report this regulatory act which, ultimately, makes Mfoundi a republic within the Republic,
- Reminds all administrative authorities in Cameroon that their mission is to ensure compliance with the law and not to create laws for which they will request application;
- Support the firm determination of Cameroonians who position themselves as actors ready to defend their freedom without making the slightest concession, from the moment these freedoms were dearly acquired through struggles that left hundreds of other Cameroonians behind;
- Demands that the Head of State, through his hierarchical position, calls to order all the authorities who take liberties with the laws of the Republic and the freedoms of citizens;
- Asks Cameroonians not to give in to temptation while remaining firm on their sovereignty, by saying no to any politico-administrative act that would aim to undermine their hard-won freedoms.
- Reaffirms its determination to work for the respect of the fundamental rights of citizens and to combat with the utmost energy any attempt to hinder, in times of peace, the freedoms so dearly acquired.

Done in Cameroon, July 19th, 2024